



ASSEMBLEE GENERALE

Vendredi 25 mars 2011

Intervention de Thierry MERRET, Président de la FDSEA

Mesdames, Messieurs, les élus

Mesdames, Messieurs, les Présidents,

Mesdames, Messieurs, les Directeurs,

Cher(e)s adhérent(e)s, cher(e)s ami(e)s,

Cela fait plus de 15 ans qu'un Président de la FNSEA a participé à notre Assemblée générale. Autant le dire, Xavier, nous t'avions sollicité dès le 6 octobre sans savoir que tu serais candidat et ensuite élu à la présidence de la FNSEA.

La Bretagne a officiellement soutenu ta candidature. En effet, nous étions persuadés que tu étais et que tu es toujours la personne qui doit nous représenter.

D'ailleurs, alors que beaucoup n'ont cessé de te reprocher d'être céréalier, nous ici, en Finistère, nous pensons, au contraire, que c'est une chance, car tu n'auras pas d'autres solutions que de t'occuper du monde de l'élevage et des légumes !

Car, en effet, tout président, dans quelque structure qui soit, n'est reconnu que lorsqu'il s'occupe des autres productions que lui-même ne pratique pas. Nous sommes donc fiers de te recevoir, ce soir. C'est un honneur pour la FDSEA du Finistère.

Néanmoins, alors que le monde de l'élevage va mal, nous avons le sentiment que les producteurs de céréales s'affichent en seigneurs et veulent se donner bonne conscience en proposant de faire des partenariats « gagnant-gagnant » : nous restons sceptiques... Dans le Finistère, Pen-Ar-Bed qui en breton veut dire la tête du monde, nous tenons à notre liberté d'entreprendre... aussi nous sommes réticents à toute forme d'intégration...

D'ailleurs, les propositions de contrats qui se font de plus en plus nombreuses dans la filière porcine ne nous disent rien qui vaille : le gré à gré, d'éleveur à une entreprise est extrêmement dangereux. J'attire votre attention à tous, ici. Si vous vous croyez individuellement aujourd'hui plus malin que votre voisin pour négocier, c'est une erreur, car cela ne durera pas.

Vous serez, nous serons perdant sur le moyen et long terme.

Je ne dis pas qu'il ne faut pas contractualiser une partie de notre production pour garantir nos débouchés mais si cela se fait sans négociation collective, nous allons nous retrouver chacun isolé, les pieds et les mains liés.

La profession toute entière s'en trouvera affaibli.

Cela fait écho à la contractualisation « dite obligatoire » en légumes et en lait. Nous avons l'impression que l'Etat a réussi son coup : affaiblir voire diviser la profession agricole, et ceci avec la caution naïve de nos organisations nationales. En effet, le Ministère nous a manipulé, je dis bien nous.

Je m'explique : la crise laitière de 2009 a suscité de vives réactions. Les paysans inquiets ont demandé des solutions. La réponse de l'Etat : la contractualisation, ... mais, est-ce vraiment la solution ?

Alors que les quotas ne disparaîtront qu'en 2015 ! Où était l'urgence ? On joue sur les peurs une fois de plus... Nous sommes d'accord qu'il faut s'y préparer mais pas dans la précipitation !

Résultat de tout cela : un affaiblissement du pouvoir de la profession agricole, qui ne peut plus négocier collectivement et des producteurs perdus. Maintenant que cela est acté, la FNSEA nous présente cette décision comme étant « douloureuse mais nécessaire ».

C'est pour moi, l'occasion ici, de donner la position du Finistère, et je peux dire de la Bretagne, sur le rapport d'orientation de la FNSEA qui sera discuté en congrès la semaine prochaine.

Le conseil d'administration de la FNSEA a validé le choix de mettre en avant dans son rapport : la contractualisation en premier, l'interprofession en second et l'organisation des producteurs en dernier.

Ce qui signifie à nos yeux que le choix à ce jour de la FNSEA est de prôner la contractualisation afin de renforcer l'interprofession, ce qui pourrait encourager les producteurs à s'organiser.

Pour nous, tout le contraire : c'est par une organisation forte des producteurs que nous aurons toute notre place dans les interprofessions et compte tenu de notre poids dans la filière, nous pourrions alors négocier collectivement sur des éventuelles contractualisations choisies et non subies !

Le congrès de la FNSEA se tient la semaine prochaine à Saint Malo, j'espère que nous aurons l'occasion de débattre de cette orientation fondamentale pour la place et le poids des producteurs au sein nos filières.

Je compte sur chacun de vous pour vous impliquer dans l'organisation de la première mise en marché de nos produits, au travers des organisations de producteurs !

Autre sujet d'actualité ici en Bretagne : l'environnement. Si des régions découvrent depuis peu les aberrations de certaines réglementations environnementales, nous les subissons depuis fort longtemps, avec leur lot de « couches » successives. Nous avons fait le choix, il y a 17 ans de mettre l'ensemble de la Bretagne en zone vulnérable et malgré tout, nous n'avons pas disparus ! Nous avons, au contraire, retroussé nos manches et investi dans différents dispositifs environnementaux.

Aujourd'hui, je vous le dis ici, nous devons être fiers, tous, des efforts accomplis.

Mais qu'ont fait nos instances nationales pour nous aider et valoriser notre travail, depuis 17 ans ? Pas grand-chose... On entend à Paris : « c'est les ultra-libéraux productivistes de Bretagne : c'est de leur faute ! Par contre, nous, on est « clean » ! ».

Plus si sûr aujourd'hui... surtout qu'à présent la profession est attaquée de toute part, notamment, sur « les pesticides ».

Attention encore, ici, de nous faire manipuler sur ces dossiers sensibles, en remplaçant notre révolte par de la culpabilité.

Je m'explique : si on veut nous faire croire qu'on est seul responsable de notre malheur, en essayant de nous convaincre de notre soi-disant incapacité à réfléchir, à agir, ou encore à faire des efforts et ainsi nous pousser à nous culpabiliser, comme dans les dossiers algues vertes ou pesticides, cela a pour effet de décourager toute action de notre part.

Non, nous ne sommes pas coupables et

disons le : nous sommes à même, nous paysans, de comprendre, de réfléchir, de décider et d'agir pour affirmer que nous sommes droit dans nos bottes.

Aujourd'hui, même si nous pouvons le regretter, il paraît inévitable que nous devons recourir de plus en plus à la justice, même si ce moyen peut-être coûteux et fastidieux.

Aussi, à l'heure où la France, dans le cadre du précontentieux nitrates demande à être exemplaire, la FDSEA du Finistère demande à ce que la France, dans son ensemble, soit classée en zone vulnérable.

Ayant une large longueur d'avance sur nos collègues des autres régions, nous sommes prêts à leur fournir les clefs de l'excellence environnementale !!!

Au-delà de l'environnement, en Bretagne, et plus particulièrement ici à la pointe, nous avons le sentiment d'être jaloués, enviés par notre dynamisme économique et notre ardeur à vouloir toujours plus et mieux entreprendre. Or, nous aimerions avoir plus de soutien de nos organisations nationales sur nombre de sujets économiques et environnementaux.

Nos adhérents, Xavier, ont l'impression que la FNSEA est parfois plus enclin à essayer de sauver l'agriculture dans des régions de déprise ou se disant en déprise au lieu de motiver et soutenir ceux qui veulent faire de l'agriculture une force économique et stratégique pour la France.

Etant ici chez moi, j'ai le privilège de clôturer cette assemblée. Aussi, nous devons attendre la semaine prochaine pour que tu puisses répondre à l'ensemble de nos demandes et interrogations. Soit certain, Xavier, même si je t'ai interpellé sur plusieurs sujets, que tu peux compter sur le Finistère pour être aux côtés de la FNSEA dans l'intérêt de nos adhérents et de notre agriculture en général.

La confrontation d'idées est la meilleure façon de faire avancer les choses !

C'est ensemble unis et combattifs, et je ne le répéterai jamais assez que c'est organisés que nous serons plus forts !

Je vous remercie.